

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Fraser: Monsieur l'Orateur, avant la suspension de la séance, je faisais quelques observations aux ministériels et à d'autres députés. Voici où je voulais en venir: il y a des ministériels et d'autres députés qui ne sont pas du côté du gouvernement, qui discutent continuellement de la signification des votes de confiance à la Chambre. Ce que les ministériels ne doivent pas oublier, cependant, c'est que les votes de confiance exprimés à la Chambre ne doivent pas faire croire aux hommes sincères que le reste du pays fait confiance au gouvernement.

Avant le dîner, je me suis donné la peine de consulter des journaux et d'autres documents qui indiquent que le pays ne fait pas confiance au gouvernement relativement aux questions économiques et fiscales; et en dépit des résultats des votes de confiance qui ont lieu à la Chambre, les autres partis espérant survivre à court terme ou même à long terme, nous ne devons pas oublier qu'il existe des preuves concluantes que le pays n'a pas confiance dans les politiques économiques du gouvernement. Le dernier article dont je fais mention a paru dans le *Star* de Toronto. D'après le rédacteur, seules des mesures coercitives pourraient freiner la hausse des coûts et des prix. Peut-être le *Star* est-il un journal dont le gouvernement ne veut pas entendre parler. Il a changé de politique au cours de l'élection.

M. Hellyer: Il a perdu toutes ses illusions.

M. Fraser: Mon collègue prétend qu'il a perdu toutes ses illusions. Le journal a simplement fait passer les intérêts du pays avant sa loyauté politique. Au cours des deux derniers mois, la preuve a été faite plus d'une fois qu'un grand nombre de députés ne sont pas prêts à faire passer les intérêts du pays avant leur propre survivance politique. Cela s'applique malheureusement aux députés des deux côtés de la Chambre, à l'exception de ceux de mon parti.

Je poursuis dans la même veine. A propos de la compréhension des affaires économiques manifestée par le gouvernement, on lit dans un article du *Financial Times* du 26 février:

Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances admettent qu'il est presque impossible de prévoir l'expansion de la population active durant l'année qui vient.

Selon eux, en supposant que le taux de participation n'augmente pas et que la croissance de l'économie produise effectivement le nombre d'emplois prévu par M. Turner, on pourrait alors réduire le chômage à une moyenne de 5.2 p. 100 pour 1973. Cela semble un gros «si».

Est-ce là une preuve de confiance dans le gouvernement? Le 20 février, le *Star* de Montréal publiait un article intitulé «Sleight-of-Mouth Proposals». Notre parti a eu l'occasion de dire ce qu'il aurait fait s'il avait présenté le budget. Il y a eu beaucoup de cris et de huées, mais permettez-moi de vous donner un exemple de l'appui que nos propositions pourraient recevoir. Fondamentalement, notre proposition était la suivante: il nous faut une économie expansionniste dirigée par un contrôle des prix et des salaires et précédée d'un blocage temporaire des prix. Le *Star* de Toronto déclarait le 24 février:

Le critique financier du parti conservateur progressiste, M. James Gillies, a finalement découvert la formule capable de réduire notre actuel niveau de chômage intolérablement élevé: adopter une politique expansionniste et imposer des contrôles permettant de faire face à la menace d'inflation qui en résulterait.

Subsides

A Vancouver, troisième de nos grandes villes, le *Sun*, qui a appuyé le gouvernement pendant les élections, et je cite son éditorial du 24 février 1973, déclarait:

Le public tiendra maintenant le gouvernement libéral minoritaire totalement responsable de notre inflation persistante.

Très intelligemment, l'opposition officielle l'a mis hier au pied du mur en demandant un blocage des prix et salaires de soixante à quatre-vingt-dix jours suivi de contrôles provisoires.

Dans la plus grande ville et la métropole canadienne, la *Gazette* publiait le 26 février un article dont voici des extraits:

Les conservateurs progressistes disposent de tous les éléments nécessaires au déclenchement d'une attaque efficace et positive de la politique économique gouvernementale dans le premier discours de M. James Gillies en tant que critique financier de leur parti.

L'article poursuit en évoquant «la critique générale dont fait l'objet la politique expansionniste de Turner à laquelle on reproche de manquer de vigueur compte tenu du niveau de chômage». J'ai été intéressé de voir que, d'après la *Gazette* de ce matin, le ministre des Finances aurait déclaré:

Les opinions ne sont pas suffisamment unanimes pour appliquer actuellement des contrôles. L'unanimité nous est nécessaire avant de pouvoir imposer des contrôles susceptibles de fonctionner.

Je suggère aux députés d'en face de se poser une question de simple bon sens. Ils ont dit disposer d'un programme d'urgence. Avaient-ils l'intention de proposer ce programme lorsque les opinions seraient unanimes ou lorsqu'ils auraient décidé qu'il était nécessaire? Je dis au ministre des Finances qu'il lui revient de dire au peuple canadien sans autre équivoque s'il est ou non en faveur d'une réglementation des salaires et des prix. Ou bien, comme cette déclaration semble l'indiquer, se contente-t-il tout simplement d'attendre, les bras croisés, que le peuple vienne le voir en délégations ou par le truchement d'une quelconque association cosmique, lui apprendre qu'il y a maintenant unanimité au pays? Notre parti croit que cela devrait faire partie d'un budget expansionniste, et nous n'attendrons pas de savoir s'il y a unanimité. Notre parti est prêt à doter le gouvernement du pays d'une direction, ce dont précisément il a besoin et que le peuple souhaite.

• (2010)

Laissez-moi dire à mes amis de l'extrême gauche, et je le leur dis gentiment mais sincèrement, ce que déclarait hier le président du Congrès du travail du Canada, M. Donald MacDonald, lors de sa rencontre avec le gouvernement. Comme le publie ce matin le *Globe and Mail*, après s'être entretenu des politiques économiques du gouvernement, M. MacDonald affirmait:

Nous n'avons rien entendu que ce soit qui puisse laisser entrevoir la présentation de la moindre mesure ou politique valable propre à solutionner le problème primordial du Canada, savoir le chômage.

Comme je suis issu d'une longue lignée d'Écossais, je jouis, monsieur l'Orateur, d'un instinct de conservation aussi fort que n'importe qui à la Chambre. Mais confronté à certains principes cet instinct a des limites. Je dis à mes amis de gauche qu'il y a amplement de preuves attestant que les Canadiens n'appuient pas les programmes financiers, fiscaux et économiques du gouvernement en place, et que le devoir qui incombe à chaque député aujourd'hui n'est pas de penser à sa conservation ou à ses avantages à court terme mais bien de réfléchir à ce que la vaste circonscription à l'extérieur de cette Chambre pense et ressent vraiment. Je crois que cette vaste circonscription